

## **LA PAROLE À... un expert de l'ONU alerte sur la pollution high-tech**

21/03/2008 ( Monde )

Claire Doole

**(Syfia Suisse) Les pays développés exportent de plus en plus leurs ordinateurs, téléphones portables et télévisions usagés dans les pays en développement. L'expert de l'ONU sur les déchets toxiques, Okechukwu Ibeanu, s'inquiète de ce que ces "déchets électroniques", souvent présentés comme une forme d'aide au développement, présentent des risques sérieux pour l'environnement et à la santé humaine.**

Quel danger réel représentent les déchets toxiques ?

C'est un problème énorme. Cela va probablement être le plus grave que le monde va devoir affronter au cours de ce siècle, surtout dans les pays en développement. Jusqu'à présent, il arrivait que quelques compagnies occidentales isolées déversent quelques tonnes de déchets toxiques dans des régions isolées des pays en développement, mais ce commerce est devenu maintenant plus systématique et il est en train de prendre de l'ampleur.

Quel est le secteur qui augmente le plus ?

La décharge de déchets électroniques. Ordinateurs, frigos, téléphones portables, télévisions et autres produits de consommation, qui, après usage dans les pays plus riches, finissent comme "déchets électroniques" dans les pays en développement. L'un des problèmes le plus préoccupants est qu'une partie de ces déchets s'y retrouve sous forme d'aide au développement.

Mais les gens donnent sûrement leurs ordinateurs usagés aux pays pauvres en toute bonne foi et ça ne devrait en principe avoir rien en commun avec les décharges illicites.

C'est tout le paradoxe. Un ordinateur qui arrive en fin de vie, une fois ouvert, contient au moins 21 produits chimiques toxiques différents. Le problème est que beaucoup de pays pauvres ne disposent pas de la technologie et de l'expertise technique pour détruire ou entreposer ces déchets en toute sécurité.

Il existe des règles internationales qui interdisent la décharge ou le mouvement illicite de déchets dangereux et toxiques, pourtant leur commerce explose. Quelle est la solution ? Beaucoup de pays en développement font du commerce des déchets toxiques à cause de la pauvreté, mais les bénéfices monétaires à court terme sont de loin contrebalancés par les impacts à long terme sur l'environnement, les risques pour la vie, la santé et l'habitat des populations affectées. Les pays qui n'ont pas la technologie ou le savoir-faire technique pour manipuler ces déchets en sécurité et les entreposer devraient se concentrer sur d'autres activités génératrices de revenus.

Les gouvernements et les entreprises sont souvent réticents à donner des informations, en raison de la sécurité nationale et du secret commercial. Que pouvez-vous faire pour les encourager à être plus ouverts ?

On a attiré mon attention sur de nombreux cas d'États et d'entreprises qui ne partagent pas des informations vitales sur les effets potentiels de la pollution ou sur les dommages environnementaux, tant qu'un accident ne s'est pas produit. Après un accident, ils retiennent aussi souvent l'information, la falsifient ou la retardent. Mais ils doivent prendre conscience que le public a le droit d'être informé et que restreindre ce droit peut créer des problèmes plus graves à long terme.

Quel genre de droit à l'information ?

Les gouvernements doivent vraiment recevoir une information sur les conséquences de ces déchets sur la santé des populations rurales pauvres, qui sont souvent isolées et illettrées. Par exemple, les produits chimiques toxiques devraient être étiquetés dans la langue locale. On doit faire plus pour expliquer aux femmes et aux enfants les risques sanitaires qu'implique le fait de travailler dans des industries polluantes ou de fouiller les décharges pour récupérer des matériaux à recycler et à vendre.

Les pays en développement ont déjà beaucoup à faire avec l'impact du changement climatique sur la santé et l'environnement. Est-ce réaliste de prétendre qu'ils mettent leur peu de ressources dans des campagnes d'information publiques sur les déchets toxiques ?

Informé le public sur les déchets toxiques est vital, car, contrairement au changement climatique, les gens n'en voient pas les effets tout de suite. Ils font l'expérience de la sécheresse, des inondations et des tempêtes qui accompagnent le changement climatique. Mais ça peut prendre des années avant que les gens tombent malades à cause de l'empoisonnement au mercure ou de l'exposition au DDT ou au PCB (produits organochlorés connus aussi sous le nom de pyralènes, Ndlr). Ils doivent être mis en garde contre ces dangers pour pouvoir agir pour diminuer les risques sur la santé.

Votre mandat est ouvert au renouvellement, avez-vous peur qu'il ne soit pas renouvelé ? Le problème n'est pas son renouvellement, mais comment le renforcer. J'aimerais l'élargir pour y inclure non seulement les mouvements transfrontaliers de déchets toxiques, mais aussi le fait de les entreposer dans un pays. Je voudrais aussi pouvoir me concentrer plus sur les multinationales.